



# LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

*Philippe Meyer*

(ISSN 2608-984X)

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°340 (10 MARS 2024)

LES PAYS EUROPÉENS, L'UKRAINE ET LES PROPOSITIONS DE MACRON

---

# LES PAYS EUROPÉENS, L'UKRAINE ET LES PROPOSITIONS DE MACRON

## Introduction

---

### Philippe Meyer :

À l'issue d'une conférence internationale de soutien à l'Ukraine réunissant une vingtaine d'homologues à l'Élysée, le 26 février, Emmanuel Macron a créé la surprise : interrogé sur la possibilité d'envoyer des troupes occidentales sur le sol ukrainien le Président français n'a pas écarté cette option : « *Il n'y a pas de consensus aujourd'hui pour envoyer de manière officielle, assumée et endossée des troupes au sol. Mais en dynamique, rien ne doit être exclu. Nous ferons tout ce qu'il faut pour que la Russie ne puisse pas gagner cette guerre* », a affirmé le chef de l'État, disant « *assumer* » une « *ambiguïté stratégique* ». Plusieurs pays occidentaux alliés de l'Ukraine ont aussitôt pris leurs distances. Le chancelier allemand Olaf Scholz a assuré que l'Otan ne déploierait pas de combattants au sol en Ukraine, alors qu'un responsable de la Maison Blanche assurait que les Etats-Unis ne prévoyaient pas non plus d'en envoyer. La Pologne, la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie, la Suède, l'Italie et l'Espagne ont opposé une fin de non-recevoir à la suggestion française. Plus ambigu, le Royaume-Uni a affirmé « *ne pas prévoir de déploiement à grande échelle* » de troupes en Ukraine en plus du « *petit nombre* » de personnes déjà sur place « *pour soutenir les forces armées ukrainiennes, notamment pour la formation médicale.* » Plutôt que d'envoyer des troupes combattre aux côtés des soldats ukrainiens, l'Élysée présente l'idée d'une prise en charge sur le terrain d'activités, comme le déminage, la formation ou la surveillance des frontières. Sur la scène européenne, les rares voix à soutenir la démarche sont venues des Pays baltes, en première ligne face à la Russie.

Avant le déclenchement de cette polémique, les chefs d'États et de gouvernement réunis à Paris avaient pourtant affiché leur unité en approuvant cinq actions concernant : la défense cyber, la coproduction d'armements en Ukraine (comme va le faire l'Allemand Rheinmetall dans les obus), la défense des pays tiers menacés, en particulier la Moldavie, le déminage et l'aide à l'Ukraine pour le contrôle de sa frontière avec la Biélorussie avec des forces non-militaires. Emmanuel Macron a reconnu que l'engagement de l'UE à fournir un million d'obus avait été « *imprudent* », les Européens n'ayant pu fournir que 30% du total, faute de stocks et de capacités industrielles.

Deux ans après le début de l'offensive russe en Ukraine et la sérieuse dégradation des relations entre Moscou et le Vieux continent, de nombreux pays européens ont décidé d'augmenter drastiquement leurs budgets accordés à la Défense. Les pays voisins de la Russie consacrent beaucoup plus de moyens à leurs armées proportionnellement à leurs ressources. Ainsi, en 2022, les dépenses militaires de l'Europe ont atteint 314 milliards d'euros, une progression record depuis plus de trois décennies, selon les données de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri), soit une hausse de 30% par rapport à 2012. Ce chiffre devrait encore grimper en 2023 et 2024 au vu des annonces de chefs d'États européens allant dans ce sens.

## Kontildondit

---

### Marc-Olivier Padis :

Je voudrais replacer cette récente déclaration d'Emmanuel Macron dans la série de controverses européennes à propos de l'aide à l'Ukraine. On se souvient peut-être que lors du sommet européen du 15 décembre, la question était le risque de blocage par la Hongrie d'une aide européenne de 50 milliards d'euros. Et finalement Viktor Orbán, après avoir beaucoup fanfaronné, a fini par céder. Il y eut ensuite un certain mécontentement de l'Allemagne sur l'ampleur de l'aide, et notamment de l'aide française, si bien que le chancelier Scholz a demandé à ce que l'UE fasse un rapport sur la contribution des différents Etats membres. En février, un institut d'économie allemand, le Kiel Institute for the World economy, a publié un classement des aides apportées par les divers Etats membres. Il s'agit de [l'Ukraine support tracker](#), une base de données des aides militaires, financières et humanitaires, qu'on peut consulter en ligne.

Quand Emmanuel Macron a reçu les différents chefs de partis français à l'Elysée, il a déclaré que l'aide de la France à l'Ukraine n'avait « *aucune limite* ». Or visiblement, il y a au moins une limite budgétaire. Quand on consulte ce *tracker*, on apprend qu'en volume, le premier pourvoyeur d'aide à l'Ukraine est l'Union européenne, devant les Etats-Unis. Ensuite, c'est l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Danemark, la Norvège, le Japon, les Pays-Bas, la Pologne, la Suède, etc. Pour trouver la France, il faut aller tout en bas de la liste, après la Belgique. Il y a donc quelque chose d'un peu surprenant. Si l'on regarde en pourcentage de PIB, qui rend compte de l'effort national, on a : la Norvège, la Lituanie, les Pays-Bas, la Slovaquie, la Pologne, la Finlande et l'Allemagne qui arrivent largement en tête. Pourquoi la France est-elle si mal placée ? Il y a là une anomalie, surtout si l'on considère les déclarations véhémentes du président de la République. J'ai pu poser la question à un responsable officiel, qui m'a dit que d'abord la France ne comptait pas comme les autres, mais aussi qu'elle ne disait pas tout ce qu'elle

fournissait à l'Ukraine.

Par exemple, l'Allemagne compte l'aide humanitaire aux réfugiés, en plus de l'aide militaire et financière. Berlin ayant dépensé 21 milliards d'euros en deux ans d'aide humanitaire, il semble tout à fait légitime que ce soit comptabilisé. La France a dépensé 6 milliards, et la Pologne 20 milliards. Mais la Pologne compte les dépenses pour les réfugiés ukrainiens. Or en France, leur nombre est absolument dérisoire. Mais tout de même, cela ne suffit pas à expliquer l'ampleur de l'écart.

Vient ensuite la question de l'aide militaire. Allemagne : 17 Mds, Royaume-Uni : 9 Mds, Danemark : 8 Mds, Pays-Bas : 4 Mds, Suède : 2 Mds ... Et France : 1,7 Mds. Pourquoi est-on aussi bas ? L'une des réponses est que la France ne rend pas publiques toutes les aides qu'elle fournit, c'est l'un des rares pays à ne pas être transparent à ce sujet. Une présentation a été faite à l'Assemblée nationale, mais là non plus les données ne sont pas complètes. Par exemple, la France a annoncé qu'elle donnait à l'Ukraine des chars AMX-10, mais on ne sait pas combien ... Donc l'institut de Kiel ne peut pas faire le décompte. Il y a d'autre part des querelles de méthode : par exemple, on ne sait pas si le matériel est valorisé au prix neuf ou d'occasion (car il est un peu ancien ...). Mais même si l'on était complètement transparent sur l'aide militaire, le classement ne serait guère différent, et nous serions toujours très mal placés.

Il y a peut-être une question de sécurité quant à l'aide militaire : on ne veut pas dépouiller l'armée française de certaines capacités. A partir de quel seuil considère-t-on qu'on se découvre trop ? J'imagine que si nous ne disons pas combien de chars on donne, c'est parce qu'on ne veut pas dire combien nous en avons en stock, pour éviter que des puissances étrangères (et en premier lieu, la Russie) puissent savoir ce qui nous reste. Même chose pour les munitions. On sait par exemple que la Slovaquie a donné tous ses avions de chasse à l'Ukraine. C'est le genre de choix radical que nous ne pouvons nous permettre. Car il faut garder en tête que la France est le seul pays de l'UE (depuis la sortie

des Britanniques) à pouvoir projeter ses troupes sur un théâtre extérieur. Si les déclarations du président Macron sont mal reçues par les Européens, ce n'est pas à cause de l'ambiguïté stratégique (qui est tout à fait compréhensible et n'a rien d'étonnant), mais du décalage entre les déclarations et les actes. Quand on dit des choses pareilles, il faut être capable de suivre. J'encourage nos auditeurs à réécouter [notre émission thématique de mars 2023 avec Louis Gautier sur la Défense française](#), riche d'enseignements ...

**Nicole Gnesotto :**

Les déclarations d'Emmanuel Macron ont au moins eu un mérite : elles ont uni les Européens. Mais contre lui, malheureusement. Car personne ne veut, et n'a même seulement songé, à envoyer des troupes en Ukraine. Je crains que notre président ne comprenne pas que le concept de dissuasion se compose de deux volets. Il faut inquiéter l'adversaire, tout en rassurant son opinion publique et ses alliés. Ici, M. Macron ne s'est adressé qu'à l'adversaire. Et cela s'est avéré contre-productif, car le rejet que cela a suscité chez ses alliés a détruit sa crédibilité : gageons que M. Poutine n'est guère impressionné ... On ne peut pas être pris au sérieux par son adversaire si l'on est récusé par ses alliés. La dissuasion est ratée.

Cette déclaration peut malgré tout peut-être servir à quelque chose : ouvrir enfin un débat sur la stratégie européenne. Il me semble que nous sommes assez clairs sur notre stratégie vis-à-vis de l'Ukraine. En revanche, c'est le flou total vis-à-vis de la Russie. Tout le monde est d'accord pour dire : « *il faut aider l'Ukraine, pour s'assurer qu'elle ne perde pas* ». On est bien en peine de définir précisément ce qu'on entend par « ne pas perdre », mais il s'agit de récupérer au moins le Donbass. Sur la Russie en revanche, aucun débat. On peut cependant identifier deux tendances. L'une est extrémiste et radicale : « *il faut aider l'Ukraine pour arriver à une défaite totale de la Russie, bien au-delà de l'Ukraine, de façon à ce qu'elle ne puisse jamais menacer à nouveau l'Europe* ». Il semble

que ce soit celle du président Macron, et elle suppose logiquement qu'une guerre contre la Russie soit une possibilité. Cette tendance radicale n'est aujourd'hui explicitée par personne en Europe. La deuxième tendance vise à la défaite de la Russie, mais *en Ukraine seulement*. Que les troupes russes quittent le Donbass, et qu'on négocie en position de force à propos de la Crimée. Car il faut bien admettre que quand la Russie a annexé la Crimée il y a dix ans, on a laissé faire, on a donc bien peu d'arguments pour dire aujourd'hui que la Crimée appartient à l'Ukraine ... Cette tendance-là suppose que l'on fournisse de l'aide à l'Ukraine, mais pas forcément des armes de nature à porter la guerre en territoire russe. C'est pourquoi je trouve qu'on intente un faux procès aux Allemands, à propos des missiles Taurus qu'ils refusent pour le moment de fournir.

Je m'étonne que ce débat « *à quoi veut-on arriver avec la Russie ?* » n'existe ni en Europe, ni dans l'OTAN. Par conséquent, quand Emmanuel Macron sort d'une réunion dans laquelle on n'a parlé que de la guerre, pour aller directement en conférence de presse (sans même qu'il y ait eu un consensus sur des éléments de langage), et sort cette phrase « *aller jusqu'au bout* », qui prend tout le monde de court, il n'a aucune autorité pour le faire. C'est vraiment dommage : on avait là une vraie possibilité de reprendre un leadership sur cette question ukrainienne : les Américains sont de plus en plus absents, les Allemands sont dans le marasme ... Et tout s'écroule : plus personne ne fait confiance à Emmanuel Macron. Au delà du débat sur le fond, il s'agit d'une réelle erreur stratégique.

### **François Bujon de l'Estang :**

Le débat sur le fond n'a pas lieu, mais il ne doit de toutes façons pas se dérouler en public. Il y a beaucoup d'autres débats qui n'ont pas lieu : ce que serait une défaite de la Russie, ce qu'est le but de guerre, etc. S'il existe une unité relative des alliés, c'est aussi parce qu'on ne traite jamais des problèmes de fond, en tous cas en public.

Je serai presque aussi sévère que Nicole. Je considère qu'en faisant sa

déclaration surprise, M. Macron s'est montré plus « disruptif » que jamais (un qualificatif qu'il affectionne), mais aussi bien inconséquent, car le moment est particulièrement délicat. Sur le plan militaire, la guerre est à un tournant, les Ukrainiens sont en difficulté. Et du côté des alliés, il y a un manque de leadership patent. Les Etats-Unis ont autre chose en tête, l'aide américaine à l'Ukraine a été prise en otage par M. Trump (dans des conditions parfaitement choquantes, on peut s'en désoler mais pas vraiment s'en étonner). On est en panne. Et le pavé dans la mare du président de la République est à la fois inattendu, maladroit et inopportun.

Inattendu parce que personne n'aurait imaginé qu'après une conférence de donateurs, le président français fasse une déclaration sur les « troupes au sol ». Aujourd'hui, l'Elysée dit que M. Macron en avait parlé avec MM. Scholz et Biden, mais il est permis d'en douter ... Cela donne l'impression que cela n'a été ni réfléchi ni préparé, et certainement pas concerté. Et c'est maladroit, car le terme de « troupes au sol » est un drapeau rouge : on imagine tout de suite des divisions blindées ou des régiments défilant l'arme au poing. On aurait pu parler de « présence militaire ». Par exemple, l'une des raisons pour lesquelles l'Allemagne refuse de fournir des missiles Taurus, c'est parce que leur utilisation nécessite des servants sur place, ce qui supposerait une certaine présence militaire. Mais là encore, le terme de « troupes au sol » a une puissance évocatrice très différente, et bien plus violente. Enfin, c'est inopportun car cette conférence de donateurs avait pour but de faire à Moscou une démonstration d'unité. Or la déclaration de M. Macron, aussitôt critiquée par tous les partenaires importants, a eu l'effet exactement inverse.

On pourrait se dire que tout ceci n'est peut-être qu'un épisode malheureux, mais je crains que ce ne soit malheureusement assez caractéristique de la politique étrangère du président Macron. Il procède par embardées, qui sont parfois en contradiction les unes avec les autres. Et puis il s'agit d'une diplomatie très bavarde : à faire trop de déclarations, on affaiblit sa politique étrangère.



Songeons au film *Amadeus*, dans lequel Joseph II reproche à Mozart de faire « *trop de notes* ». Il en va de même en politique étrangère : ce n'est pas en faisant des déclarations tous les deux jours qu'on peut suivre une ligne. Mais il est vrai que celle-ci a au moins eu un mérite : hausser le ton face à M. Poutine. Car la politique étrangère russe a monté d'un cran dans l'agressivité et la menace ces dernières semaines. M. Poutine ne se contente plus de ses rodomontades nucléaires (déjà tout à fait inacceptables), on voit bien la cyber-guerre, l'attitude vis-à-vis de la Moldavie, les préparatifs d'une opération contre Odessa ... Il fallait répliquer à tout cela. Encore faudra-t-il pouvoir poursuivre sur ce ton, car les escalades verbales sont dangereuses, elles sont propices aux dérapages.

### **Jean-Louis Bourlanges :**

Un mot sur la question de la compétition dans l'aide à l'Ukraine, qui empoisonne en effet le dialogue franco-allemand. Je crois que la modestie relative de notre aide devrait nous conduire à un type de communication qui n'est pas a priori celui que préfère le président Macron : un peu d'humilité et un peu de réserve. Les chiffres de l'institut Kiel sont effectivement contestables, pour les raisons qu'a expliquées Marc-Olivier. Mais il ne s'agit pas de nier qu'en volume, notre aide est très sensiblement inférieure à celle qu'apportent les Allemands. En termes de qualité en revanche, la différence n'est pas si grande. Car l'Allemagne donne par exemple des chars Léopard, qui sont assez obsolètes, tandis que les AMX-10 français sont du matériel de pointe. D'autre part nous avons une situation budgétaire très difficile nous sommes un peu victimes du syndrome de la cigale, par rapport à la fourmi allemande.

Nous sommes dans une configuration qui ne facilite pas l'aide à l'Ukraine, car nos choix stratégiques reposent sur deux priorités. D'abord, la force nucléaire de dissuasion, voulue par le général de Gaulle, destinée à protéger le territoire national contre une agression étrangère, et ensuite du matériel très sophistiqué,

capable de se projeter sur des théâtres extérieurs. Nous sommes en revanche plus faibles sur les moyens de la guerre traditionnelle. Or la guerre d'Ukraine est un mélange entre la guerre de 1914-1918 avec l'artillerie, de la guerre de 1939-1945 avec les chars et d'une guerre moderne avec les drones. On arrive très vite à nos limites matérielles. Maintenir une force de projection impliquait qu'on aille plus loin dans l'engagement budgétaire, nous ne l'avons pas fait (pour des raisons économiques tout à fait compréhensibles), mais cela pose des difficultés aujourd'hui : nous avons du mal à répondre à un besoin de sécurité continental et précis. Et cela empoisonne les relations franco-allemandes. On a coutume de dire outre-Rhin que les Français voyagent en première classe avec un billet de seconde ...

A propos de la déclaration d'Emmanuel Macron, il faut d'abord constater qu'il s'agit d'un changement massif d'orientation. J'étais très réservé sur les orientations du début de sa présidence, que je trouvais trop naïves. Le président de la République n'avait pas mesuré le danger que représentait Vladimir Poutine. Lors d'une conférence des ambassadeurs, il avait dénoncé la tendance du Quai d'Orsay à être un « Etat profond ». Cela visait des gens s'occupant de stratégie, et signifiait que le Quai d'Orsay n'avait pas pris la mesure de l'évolution positive de la pensée de Vladimir Poutine, qui était devenu un interlocuteur à ménager. Quelques années plus tard, on s'aperçoit que c'est « l'Etat profond » qui avait raison ... Les récentes déclarations du président prouvent qu'on est revenu de tout cela : on cesse de répéter à tout bout de champ qu' « il ne faut pas humilier la Russie » ; expression non seulement naïve, mais aussi arrogante, comme si on était sûrs de gagner ... Or, même s'ils se sont montrés très mauvais dans les débuts de la guerre en Ukraine, on savait bien que les Russes avaient de la ressource : démographique, budgétaire, énergétique, etc. Désormais on dit : « *il ne faut pas que l'Ukraine soit battue* », c'est un changement important. On disait « *on va aider l'Ukraine dans les limites de nos disponibilités* » En termes de production, nous sommes toujours très lents, embarrassés, on ne

parvient pas à donner à nos producteurs les garanties de long terme qui leur permettraient de s'engager dans des programmes audacieux ... Désormais on dit « *on achète sur étagère* ». Là aussi, il s'agit d'un changement très important. En décembre dernier, l'Europe disait encore « *l'important, c'est d'aider l'Ukraine à intégrer l'Europe en 2030* » Mais y aurait-il encore une Ukraine en 2030 ? Il fallait aider tout de suite. Avec ces récentes déclarations, le changement est confirmé. Mais il est très déconcertant. D'abord parce que le texte de la déclaration de M. Macron est démenti par le sous-texte. Le texte consiste grosso modo à dire « *l'envoi de troupes en Ukraine n'est pas à l'ordre du jour* », mais tout le sous-texte dit le contraire : « *ce n'est pas exclu* ». Le président parle de « présence militaire *assumée* » (ce qui laisse entendre qu'il pourrait y avoir une présence militaire *non assumée*). Il donne l'idée qu'il s'agit d'une option vers laquelle les Européens pourraient se tourner, alors qu'ils n'étaient pas du tout sur cette ligne. Le bon message dans cette affaire aurait consisté à dire que nous n'acceptons pas que l'Ukraine perde la guerre, et que si le front venait à être brisé, cela impliquerait une participation autrement plus importante. C'est par exemple ce que dit le Secrétaire américain à la Défense : « *si le front est enfoncé en Ukraine, l'OAN sera nécessairement impliqué* ». Tout le monde en est conscient. J'ai accompagné le président en Suède, et tout le monde ne parlait *que* de ces questions militaires.

Et les réactions n'ont pas toutes été négatives. Le ministre polonais des affaires étrangères, Radoslaw Sikorski, a pris des positions très nettes en faveur de Macron. On dit que le président Zelenskyk aurait déclaré que Macron en faisait trop, mais j'ai discuté avec l'ambassadeur d'Ukraine à Paris il y a deux jours, et il m'a assuré qu'il étaient totalement sur la ligne de Macron. La présidente moldave aussi. Tant que l'Ukraine tient, la Moldavie tient, mais si l'Ukraine tombe, c'est la catastrophe, c'est pourquoi elle soutient l'initiative du président français.

Un changement d'air avait été annoncé avec l'arrivée d'Olaf Scholz, or il n'a pas eu lieu. Tout le monde a désormais compris que nous sommes entrés dans un

monde totalement différent. La situation n'a plus rien à voir avec ce qu'elle était il y a seulement deux ans, quand la guerre a commencé. L'Histoire dira si nous nous saisissons ou non de ces responsabilités, mais il est désormais clair que ce sont les nôtres. La situation stratégique de l'Ukraine est extrêmement précaire, nous ne pouvons pas exclure un effondrement du front. La situation américaine est de plus en plus dégradée, les Européens pourraient bien se retrouver seuls, et le couple franco-allemand ne s'entend pas.

Je suis très critique de la position du chancelier Scholz. Il a évidemment le droit de dire qu'il ne compte pas envoyer de troupes, mais il est très regrettable qu'il ait dit que cela n'arriverait « *jamais* », « *sous aucune forme* », « *dans aucune circonstance* » ... Car dire cela revient à dire à M. Poutine : « *si vous gagnez, nous ne bougerons pas* ».

Il est à mon avis salutaire que quelqu'un ait clairement posé l'alternative : nous devons choisir entre une défaite par abstention, et une victoire par détermination.

### **Nicole Gnesotto :**

Ce serait « salutaire » si la déclaration de M. Macron ouvrait un débat, si elle permettait aux Européens de se dire : « que nous sommes-nous prêts à faire contre la menace russe ? » Or cette déclaration totalement imprévue a produit un consensus pour *ne surtout pas* ouvrir ce débat. Les USA, le secrétaire général de l'OTAN, les Allemands, les Polonais, les Italiens ... Tout le monde a dit qu'il était hors de question d'envoyer des troupes au sol. Même les Ukrainiens ont précisé « *nous ne demandons pas de troupes* » et les Britanniques, qui jusqu'ici semblaient les plus actifs, ont ostensiblement freiné après cette déclaration.

### **Jean-Louis Bourlanges :**

Mais ce débat a lieu ! Si les Britanniques sont gênés par les déclarations de Macron, c'est parce qu'ils ont des forces spéciales en Ukraine, et ne veulent pas trop qu'on en parle. Ce qu'ils nous reprochent, c'est d'avoir mis la question sur la

table ...

**Nicole Gnesotto :**

Mais le débat ne peut exister que si les différents interlocuteurs sont prêts à le mener. Or aujourd'hui, pour des raisons de politique intérieure, personne n'en veut aux Etats-Unis ou en Allemagne. Sur le fond, je suis d'accord avec Macron, il faut dissuader Vladimir Poutine. Mais employer cette expression si maladroite de « troupes au sol » a produit l'inverse de l'effet recherché. Ce n'est pas salubre, mais totalement dommageable.

Il est vrai que nous sommes à un tournant. Sur le front, avec les alliés (la grande incertitude des Etats-Unis notamment) ... Et en France, le président passe d'une ligne plutôt modérée à des déclarations radicales. L'objectif devrait être d'obtenir du consensus européen, et on a l'inverse. Ce que nos partenaires européens reprochent à M. Macron, c'est d'abord sa *versatilité*: il change tout le temps. On passe de « il ne faut pas humilier la Russie » à « la défaite russe ». Il avait dit que si une attaque nucléaire touchait les pays baltes, ce ne serait pas considéré par la France comme une atteinte à ses intérêts vitaux, avant de revenir dessus ... Ensuite, on lui reproche de *faire cavalier seul*. Et c'est effectivement une de ses habitudes. Ainsi, au lendemain des attaques du Hamas le 7 octobre dernier, il avait sorti cette idée d'une coalition internationale, dont personne n'avait entendu parler ... et qui ne s'est évidemment jamais réalisée. Et enfin, on lui reproche ses *erreurs*. Et il fut bien reconnaître qu'elles plombent la diplomatie française. Il s'est trompé quand il a jugé l'OTAN obsolète il y a quelques années, et il s'est trompé avec Mme Merkel dans la stratégie vis-à-vis de la Russie. Et par conséquent, la France n'a plus la crédibilité nécessaire pour prendre un leadership dans le débat.

**François Bujon de l'Estang :**

Il est vrai que M. Macron est régulièrement obligé de se corriger ou de se raviser,

parce qu'il en fait trop dans ses déclarations. Cela dit, il n'est pas le seul. Comme Jean-Louis, je trouve regrettables les propos de M. Scholz, mais je me souviens que la veille de l'entrée des troupes russes en Ukraine il y a deux ans, M. Biden avait dit qu'en aucun cas il n'enverrait de troupes au sol américaines ... Les responsabilités et les inconséquences ne sont donc pas que françaises ... Joe Biden parviendra-t-il à faire voter l'aide à l'Ukraine par le Congrès ? Ce n'est pas impossible, car le président américain est un manœuvrier remarquable, il ne faut pas oublier qu'il a réussi à faire voter trois textes de loi extrêmement difficiles de façon bipartisane. Mais ici, il se heurte à M. Trump, qui a pris en otage la question ukrainienne pour fermer la frontière mexicaine ... Joe Biden est allé dans son sens et a durci le texte sur la frontière mexicaine, les Républicains pourraient donc, en contrepartie, voter l'aide à l'Ukraine. Seulement Trump s'y oppose, ne voulant pas accorder à son rival le moindre succès parlementaire. C'est tout à fait navrant, et présage de ce que pourrait être une deuxième administration Trump. On sait que l'ex-président a déclaré qu'il réglerait l'affaire ukrainienne « *en 24 heures* ». On se souvient qu'il avait déclaré la même chose à propos de la prolifération nucléaire nord-coréenne, avec les résultats que l'on sait : absolument nuls.

La situation est très difficile, et un peu étrange. Je suis sans doute un diplomate « à l'ancienne », mais je reconnais être perplexe face à une stratégie consistant à faire des déclarations incessantes, qui sont caduques trois jours plus tard. Les importants débats de fond ne doivent pas avoir lieu en public, c'est à peu près ce qu'on peut faire de pire en diplomatie.

### **Marc-Olivier Padis :**

Je trouve Nicole un peu trop sévère. On ne peut pas parler de « versatilité » à propos des déclarations de M. Macron. Il y a certes des inflexions, mais ce ne sont pas des virages à 180° (ni même à 90°). Et elles n'ont pas déplu à tout le monde : il n'y a pas eu de levée de boucliers. Jean-Louis a cité le ministre

polonais des Affaires étrangères, qui est une personnalité d'envergure, et même la ministre allemande, Annalena Baerbock (une Verte), a contredit le chancelier Scholz.

La guerre en Ukraine est une guerre d'attrition : le front bouge très peu, et pour gagner, il faut tenir plus longtemps que l'adversaire. On use les forces deux côtés, et on voit qui cède le premier. Or les réserves russes sont plus importantes que celles de l'Ukraine, et par ailleurs on sait que Moscou ne fait aucun cas de la vie de ses troupes. En revanche, on ne sait pas exactement quelles sont les réserves européennes. Qui peut fournir quoi ? Les chef d'état-major allemand avait dit, au début de la guerre : « *on est à poil.* » On peut difficilement être plus clair ... La difficulté à fournir de l'aide à l'Ukraine est réelle de la part de tous les acteurs européens.

### **Jean-Louis Bourlanges :**

Je ne crois pas que le problème central soit Macron. Il est vrai qu'il irrite, par ses déclarations intempestives. La première semaine on s'agace, puis on réfléchit, et la deuxième semaine, on se rend compte que le vrai problème n'est pas celui de l'envoi des troupes mais de notre implication ultime dans cette guerre. Où est la possibilité de la négociation dans la guerre en Ukraine ? Poutine est engagé dans une partie qui va durer des années, et qui a plusieurs enjeux. L'enjeu militaire d'abord : casser le front ukrainien. Et cet enjeu là nous oblige à réagir très vite et très fort. Deuxième enjeu, que François vient d'analyser : l'élection présidentielle américaine. Troisième enjeu : le dynamitage de toute la construction européenne par le Rassemblement National. Il ne faut pas oublier que l'Europe est née d'une idée française. Et nous avons là un parti qui s'en prend systématiquement à toutes les formes de construction européennes (les institutions, le budget, la majorité qualifiée, le choix des valeurs, les alliances géopolitiques). Nous ne gagnerons qu'à condition d'être vaillants et unis. Le RN propose la compromission et la désunion. Poutine compte sur tout cela.

Nous sommes confrontés à un choix très lourd, et nos opinions publiques (en tous cas en France) ne sont pas encore prêtes, c'est ce qu'ont révélé les déclarations du président de la République.